

Monsieur Bruno MILLIENNE  
Député de la 9<sup>e</sup> circonscription des Yvelines  
126 rue de l'Université  
75355 Paris 07 SP

Paris, le 07 mai 2024

Objet : Réponse à votre interpellation au nom du collectif palestinien des Yvelines du 03 mai dernier sur le conflit entre Israël et le Hamas

Monsieur Zbayar,

Vous m'avez fait parvenir le 3 mai dernier une lettre du collectif palestinien des Yvelines en m'enjoignant d'une façon quelque peu péremptoire d'y apporter une réponse.

Vous me permettrez de vous répondre puisque vous êtes l'expéditeur de ce courriel et je n'ai pas pour habitude de répondre à des anonymes. Par transparence pour ceux qui me liront, je me permets de préciser que vous êtes également un homme politique, animateur local de la France Insoumise du Mantois, impliqué dans la campagne des Européennes aux côtés de ce même parti politique et ancien adjoint au Maire de Mantes-la-Ville.

Dans un premier temps, afin de couper court à tout faux procès ou manipulation de votre part, je tiens à apporter mon soutien à tous les civils palestiniens qui subissent les affres de cette guerre, qui sont déplacés et dont certains en périssent. Chaque mort de civil est une tragédie et le rôle de la France est d'œuvrer pour qu'une paix durable soit trouvée le plus rapidement possible. Je suis attaché à la solution à deux Etats reprenant les frontières tracées par l'ONU. Je ne soutiens aucunement le gouvernement de Monsieur Netanyahu. Je ne peux que regretter la colonisation des territoires palestiniens par Israël et j'appelle Israël et l'autorité palestinienne à œuvrer à la construction d'une paix durable. Je profite également de cette lettre pour apporter mon soutien aux familles des trois Français toujours détenus en otage par le Hamas.

Néanmoins, je ne peux que constater que vos mots et ceux de votre parti politique sont davantage tournés vers la destruction d'Israël que vers la paix. Je déplore que vous et votre organisation ne preniez pas le soin d'une condamnation ferme des crimes perpétrés par le Hamas, l'évocation des attentats terroristes du 7 octobre dans le courrier transmis relevant plus de la relativisation que de la condamnation, sans bien sûr aucun appel à la libération des otages ni aucun mot pour les victimes israéliennes. Mais comment s'étonner lorsque l'on constate que votre organisation, l'AFPS, a parlé dans un communiqué du 7 octobre d'une « opération militaire » et a « [mis] en garde contre l'utilisation du terme terroriste ». Elle a également partagé des articles parlant de « résistance ». Vous avez vous-même parlé sur votre profil Facebook de « résistance palestinienne » dans les jours qui ont suivi le 7 octobre.

Vous me permettez donc de m'interroger sur vos réelles motivations. Vous me permettez de mettre en doute votre combat pour la paix. Vous appeliez à un cessez-le-feu dès le lendemain de ces atrocités alors même que des centaines de civils étaient otages du Hamas. Dans vos dizaines de posts sur les réseaux sociaux, pas un mot pour ces otages. Pas un appel à la libération sans conditions de ces civils. Pas un mot pour appeler à juger les auteurs de ces massacres.

Vous affirmez dans cette lettre qu'un « génocide » serait en cours à Gaza et prenez pour illustration les chiffres de l'organisation terroriste du Hamas, lesquels semblent manifestement exagérés et inclure les terroristes décédés, comme l'a notamment indiqué un article de Libération le 15 avril dernier. Cela étant dit, et comme je l'ai déjà dit, chaque victime civile en est une de trop, ne prendre que des chiffres dont les sources sont plus que contestables relève cependant à mes yeux d'une tentative de manipulation que je ne peux cautionner.

Pour appuyer cette qualification de « génocide », vous indiquez : « le 26 janvier, la Cour Internationale de Justice reconnaît un risque plausible de génocide à Gaza et enjoint à Israël à prendre toutes les mesures pour le prévenir. » C'est faux. Dans son ordonnance, la CIJ dit, et je cite sa présidente, que « le critère est la plausibilité des droits revendiqués par le demandeur, dans ce cas, l'Afrique du Sud. La cour a donc décidé que les Palestiniens avaient un droit plausible d'être protégé contre le génocide et que l'Afrique du Sud avait le droit de présenter cette demande devant la cour. Mais elle n'a pas décidé, et c'est quelque chose où je corrige ce qui est souvent dit dans les médias, que l'allégation de génocide était plausible ».

La cause palestinienne, juste et humaniste, est aujourd'hui malheureusement trop souvent pervertie pour défendre une idéologie mortifère. L'antisionisme a remplacé l'antisémitisme. Vous vous affichez fièrement aux côtés de Madame Rima Hassan, antisioniste revendiquée. Elle dévoie le droit international

pour justifier son idéologie alors même qu'elle est incapable de dénoncer le génocide des Ouïghours en Chine. Vous êtes vous-même membre de La France Insoumise, seul groupe représenté à l'Assemblée nationale n'ayant pas voté la reconnaissance et la condamnation du caractère génocidaire des actes perpétrés par la Chine contre cette minorité. Comment expliquer ce deux poids deux mesures ?

Vous afficher aux côtés de personnes appelant à un Etat unique en Palestine « *from the river to the sea* », c'est au fond vous afficher aux côtés de personnes défendant la disparition d'Israël. Je déplore ainsi qu'une minorité d'antisémites manipule l'opinion publique dans ce but. Je vous invite à regarder en détail l'évolution des communautés juives dans les pays arabes ces 50 dernières années. Un Etat unique en Palestine dans lequel Juifs et Musulmans vivraient en harmonie relève à ce stade d'une utopie, je suis le premier à le regretter mais c'est un fait, et vous le savez très bien. Si l'antisémitisme n'implique pas forcément l'antisémitisme, l'évolution sémantique depuis quelques années laisse peu de place au doute. Le Hamas, dans sa charte mise à jour en 2017, n'est plus officiellement antisémite mais son leader a continué à appeler à la mort des Juifs après 2017. Il est vrai qu'il est plus présentable d'utiliser le terme de sioniste en lieu et place de Juif. Dire « *sale Juif* » condamnerait moralement son auteur.

Cette terminologie n'est pas nouvelle. Pour la parfaite information de ceux qui me liront, nous devons cette substitution à Joseph Staline qui, n'ayant pas accepté qu'Israël rejoigne le camp occidental, a associé le sionisme au fascisme.

Ce glissement sémantique s'est immiscé dans les causes les plus progressistes et on le retrouve aujourd'hui dans les manifestations anti-Israël. L'on désigne le sioniste, et par amalgame le Juif, comme la figure de l'opresseur occidental impérialiste contre lequel il faut lutter.

Ecoutez les témoignages de Juifs à travers le monde, regardez les slogans criés dans les manifestations. « *Sale sioniste* » a remplacé « *sale Juif* », des monuments commémorant la mémoire de l'holocauste ont été vandalisés, des Juifs ont été agressés. Rien qu'en France, c'est une hausse de 300 % des actes antisémites au premier trimestre 2024. Pourtant, pas un mot de soutien à ces victimes. Vous ne pouvez invisibiliser ces actes.

Je ne peux que regretter le deux poids deux mesures de vos mots et de ceux des leaders des manifestations anti-Israël. Je vous invite à réécouter les propos de J.L Mélenchon quand il était interrogé sur les massacres syriens lors de la guerre civile. Pourriez-vous m'indiquer pourquoi ses mots ne pourraient s'appliquer aujourd'hui ? Parce que les bombes étaient russes et non israéliennes ?

Appeler à une paix juste et durable en Palestine, c'est d'abord appeler à libérer les otages et à la destruction du Hamas, premier ennemi des civils palestiniens.

J'admets avoir du mal à comprendre pourquoi des organisations progressistes et syndicales se joignent à votre appel. Je ne doute pas que la majorité des manifestants et des organisations précitées le font dans un but humanitaire.

Vous comprendrez donc qu'au vu de l'ensemble des éléments cités précédemment, je ne peux débattre sereinement avec une personne partageant ce genre de position.



Ennio MILLIENNE